

Numéro 57 - 12 septembre 2020

Une revendication pertinente pour le prochain discours du Trône

**Arrêtez de payer les riches!
Augmentez les investissements dans
les programmes sociaux!**



À quoi s'attendre

- Les stratagèmes pour payer les riches en empruntant l'argent à des sources privées
 - Augmentation de la dette des gouvernements
 - Qui paie pour l'infrastructure publique?
 - L'enjeu des recettes publiques
 - Le besoin de définitions modernes

**Discussion sur l'économie qui paie les riches
et comment la surmonter**

- Le but du mouvement de la classe ouvrière
- Les conditions objectives du mode de production qui paie les riches
 - La baisse tendancielle du taux de profit
 - Une nouvelle direction pour l'économie

Anniversaire de l'attentat contre les Tours jumelles et du coup d'État au Chili

- **Justice pour le peuple chilien!**
- *Dougal MacDonald* -
- **Les conséquences catastrophiques des guerres d'agression
des impérialistes américains**
- *Nick Lin* -

États-Unis

- **La lutte des travailleurs des postes contre la privatisation et les mythes
antiouvriers à l'approche des élections**
- **Une crise de financement créée par le gouvernement**
 - **Le service postal est voué au service public et
non aux profits commerciaux**
- *Association nationale des facteurs* -
 - **Journées d'action en appui au service postal**

Fabriqué à Cuba

- **Soberana – le vaccin cubain contre la COVID-19**
- *Gerardo Szalkowicz* -

Venezuela

- **L'élection d'une nouvelle Assemblée nationale est en marche**

Colombie

- **Les Colombiens en action à la défense de leurs droits
et contre la terreur d'État**

Chili

- **Plébiscite national sur la nouvelle Constitution**

Bolivie

- **Élection générale le 18 octobre**

Équateur

- **L'ancien président Correa empêché injustement
d'être candidat à la vice-présidence**

Une revendication pertinente pour le prochain discours du Trône

Arrêtez de payer les riches! Augmentez les investissements dans les programmes sociaux!

Le nouveau discours du Trône sera prononcé ce 23 septembre alors que les gouvernements fédéral et provinciaux « rouvrent » l'économie après les fermetures strictes dues à la COVID-19. Ces gouvernements sont guidés par l'approche du « retour à la normale » qui consiste à payer les riches malgré le fait que le grand nombre de décès liés à la COVID-19 et les dommages causés à l'économie sont le résultat de cette approche du « retour à la normale » comme si rien ne s'était passé. Plus ça va, plus il y a multiplication des projets pour payer les riches au nom de la prospérité. Cette approche nie l'élément essentiel nécessaire pour activer le facteur humain/conscience sociale qui est de reconnaître qu'il existe un corps politique et d'assumer les responsabilités et les devoirs sociaux envers lui et ses membres.

Le temps est venu d'exiger que les gouvernements cessent de payer les riches et augmentent les investissements dans des programmes sociaux et des services publics qui sont organisés par des entreprises publiques et qui appartiennent à des entreprises publiques sous le contrôle des travailleurs. C'est le défi auquel les travailleurs font face en ce moment.

L'économie moderne de la grande production industrielle de masse est parfaitement capable de créer suffisamment de recettes publiques pour répondre aux besoins de la société et de ses membres. La force sociale dominante qui contrôle l'économie et l'État empêche la valeur nouvelle produite par les travailleurs de répondre aux besoins du peuple et de la société. La voie vers l'avant est ouverte dans la mesure où les travailleurs sont capables de mettre la richesse sociale qu'ils produisent sous leur contrôle afin qu'elle serve le peuple.

Le contrôle de l'oligarchie financière et de ses oligopoles sur le pouvoir décisionnel de l'État remet les forces productives aux riches et détourne la richesse sociale vers les intérêts privés les plus étroits. Cela entraîne le peuple dans les aventures de domination des oligarques partout dans le monde.

Pour les travailleurs, prendre le contrôle et donner une nouvelle direction à l'économie est réalisable et nécessaire. Pendant la pandémie de la COVID-19, les travailleurs ont montré une fois de plus qu'ils sont en tout temps le facteur essentiel de la production et du maintien de la société, notamment en temps de crise. La situation révèle que par leurs actes, leur intelligence et leurs préoccupations, ce caractère des travailleurs d'être essentiels peut conduire à une nouvelle direction qui veille au bien-être de tous et de toutes et offre une garantie aux droits de tous et de toutes en s'assurant que le pouvoir décisionnel est entre leurs mains et non entre les mains de ceux qui représentent des intérêts privés étroits.



À quoi s'attendre

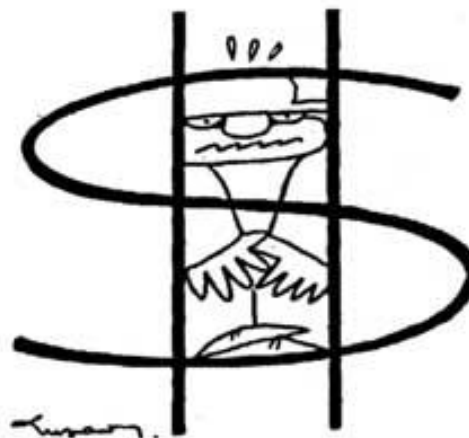
Les stratagèmes pour payer les riches en empruntant l'argent à des sources privées

Le montant, qui dans le discours du Trône s'ajoutera au déficit qui approche déjà les 400 milliards de dollars, sera de 100 milliards de dollars supplémentaires, indiquent différents reportages. Si c'est le cas, le déficit de 500 milliards de dollars représentera alors près de 25 % du PIB du Canada. Ce montant est emprunté par le gouvernement du Canada auprès de prêteurs privés de

l'oligarchie financière. Cela concentre davantage la richesse, le pouvoir et le contrôle dans les mains d'un petit nombre.

Le fait que l'oligarchie financière, l'État et ses agences, y compris les gouvernements, défendent et étendent dans chaque cellule de l'économie et de la société, le pouvoir, la richesse et le contrôle des oligopoles est une caractéristique de l'impérialisme d'État.

Avant la pandémie, la dette collective du gouvernement fédéral, du Québec, des provinces et des territoires auprès de l'oligarchie financière mondiale était d'environ 1,3 billion de dollars. Cette somme a augmenté de façon spectaculaire avec les emprunts publics auprès de prêteurs privés pendant la crise actuelle. La question doit être posée avec force : pourquoi les gouvernements empruntent-ils auprès de prêteurs privés ?



La plus grande partie de l'argent emprunté est redirigée vers les prêteurs privés sous forme d'intérêts et de paiements garantis ainsi que de renflouements de leurs entreprises et de grands projets d'infrastructure financés par le gouvernement, dont beaucoup sont des partenariats public-privé dans presque tous les secteurs, comme les secteurs des services de l'éducation et des soins de santé, les différents services de police et les forces armées.

Aujourd'hui, les soins de santé publics sont inextricablement liés à la garantie que l'oligarchie financière tire le maximum de profits d'une grande partie de ce secteur par la vente des produits pharmaceutiques et la fourniture, à un prix élevé, de tout l'équipement dont les hôpitaux ont besoin pour fonctionner, y compris les édifices.

La question qui doit être posée est : si les oligarques ont tout cet argent disponible à prêter aux gouvernements, pourquoi ont-ils besoin de renflouements et pourquoi n'investissent-ils pas l'argent qu'ils contrôlent directement dans leurs propres entreprises ou dans d'autres entreprises et dans l'économie ?

L'augmentation de la dette des gouvernements

La dette publique est principalement détenue par les institutions privées de l'oligarchie financière. En prêtant de l'argent aux gouvernements, les oligarques dominants de l'élite dirigeante en profitent de plusieurs manières.

Les riches peuvent placer leur argent en lieu sûr à court ou à long terme et même recevoir des intérêts pour ce faire. Ceci est particulièrement important pour les riches lors de crises telles que la pandémie actuelle de la COVID-19 lorsque d'autres investissements sont risqués ou qu'ils ont retiré de l'argent des marchés boursiers et ont un excédent de liquidités disponibles.

Le gouvernement de son côté procède à des renflouements et achète les titres en papier de compagnies qui ne sont pas vendables à un moment particulier à des acheteurs privés en raison du risque. Les oligarques ont plus d'une mesure à leur disposition ! C'est ainsi que le partenariat public-privé sert les riches.

Le gouvernement reçoit de l'argent de cet emprunt privé qui est ensuite utilisé dans des stratagèmes pour payer les riches sous forme de subventions à l'oligarchie financière et à ses entreprises. Des exemples sont les subventions aux grandes entreprises pendant la pandémie ou le rachat par le gouvernement fédéral au coût de 4,5 milliards de dollars de l'oléoduc Trans Mountain et l'injection de 7 milliards de dollars par le gouvernement de l'Alberta dans le projet d'oléoduc Keystone XL. Aucun de ces projets n'a pu attirer des fonds d'investissement privés. L'argent du gouvernement sert couramment à financer de grands projets d'infrastructure auxquels participent les plus grandes entreprises privées de construction et de gestion qui y obtiennent des profits garantis.



L'existence des dettes gouvernementales sert aussi à des fins de propagande dans le but de réduire les dépenses envers les programmes sociaux dont le peuple bénéficie directement. Les gouvernements et leurs porte-paroles dans les médias s'égosillent à souligner qu'ils ont besoin de 60 milliards de dollars par année pour rembourser la dette publique détenue par l'oligarchie financière, ce qui limite et réduit les dépenses dans les programmes sociaux. C'est une mascarade intéressée dont le peuple fait les frais parce que le pouvoir de décision n'est pas entre ses mains.

La nécessité d'emprunter à des intérêts privés est présentée comme la seule alternative offerte aux gouvernements pour recueillir des fonds puisque pour l'oligarchie financière, l'imposition de la valeur que les travailleurs produisent au sein de ses intérêts d'entreprises privées est néfaste pour l'économie. Les médias serviles qu'elle contrôle font une propagande massive pour ce point de vue rétrograde.

La première demande que les travailleurs doivent mettre de l'avant est d'arrêter de payer les riches et d'augmenter le financement des programmes sociaux.

Qui paie pour l'infrastructure publique?

L'oligarchie financière refuse de payer pour l'infrastructure publique qu'elle utilise et qui profite à ses activités commerciales, comme les routes et les ponts publics, l'éducation publique et les soins de santé, les transports en commun et plusieurs autres, y compris la recherche et le développement. La construction de l'infrastructure génère d'énormes profits pour les grandes entreprises, tandis qu'une grande partie du paiement de ces investissements nécessaires dans une économie moderne est faite à même les fonds publics sans que les revenus de l'activité économique qu'ils génèrent et de la valeur qu'ils produisent reviennent aux gouvernements.

La question que la dette du gouvernement envers les intérêts privés est entièrement inutile et nuisible n'est jamais abordée par les dirigeants ou leurs médias et leur système d'éducation. L'État pourrait emprunter à lui-même et rembourser la dette avec la valeur ajoutée créée par les travailleurs dans une économie en expansion et stable.

Si le gouvernement utilisait l'argent emprunté à lui-même pour investir dans des entreprises publiques, la valeur et les revenus accrus de ces entreprises permettraient de rembourser rapidement la dette et même plus, ce qui rendrait la valeur accrue disponible pour les investissements dans les programmes sociaux et fournirait des emplois stables aux travailleurs.

Les gouvernements usurpés par les oligopoles utilisent les revenus publics qu'ils ont amassés pour

payer les riches pour construire, entretenir et gérer toutes sortes d'infrastructures publiques, notamment les routes publiques, les ponts, les transports en commun, les logements, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, etc.

Une fois les infrastructures publiques construites et opérationnelles, les entreprises privées de l'oligarchie impérialiste refusent de réaliser (payer pour) la totalité de l'infrastructure qu'elles consomment dans le cadre de l'exploitation de leurs entreprises. Un problème que le peuple doit résoudre est de s'assurer que lorsque des entreprises publiques ou privées consomment des infrastructures publiques dans le cadre de leurs activités en tant que moyens de production, la quantité consommée et transférée dans la valeur de leur production doit être réalisée et comptabilisée d'une manière transparente, complète et directe.

Les infrastructures publiques doivent être considérées comme ce qu'elles sont réellement, soit des moyens de production publics essentiels pour tous les secteurs économiques et les entreprises, et non comme des articles de consommation pour lesquels les individus doivent payer.

Les conglomérats privés fonctionnent aujourd'hui comme des cartels et des coalitions mondiaux qui maraudent en toute impunité pour contrôler les économies socialisées et s'emparer des bénéfices qu'ils jugent opportuns à un moment donné. Ceux qui contrôlent les cartels et les coalitions ont pour objectif d'accaparer le maximum de profits en toutes conditions et circonstances. Quiconque prétend qu'ils peuvent être modérés ou socialement responsables nie la réalité pour servir ses propres intérêts étroits.



Les cartels et les coalitions cherchent à contrôler les forces productives. S'ils ne parviennent pas à les contrôler, ils les détruisent. La concurrence impitoyable pour le contrôle se heurte inexorablement aux efforts des travailleurs pour mobiliser l'économie moderne interconnectée et toutes ses parties pour satisfaire leurs besoins et l'organiser pour qu'elle fonctionne de manière harmonieuse et collective sans crise.

Le problème posé à la classe ouvrière est de commencer en déclarant qu'il existe une alternative à la politique actuelle destructrice et en crise de payer les riches. L'alternative commence par insister sur le fait que les gouvernements ont le devoir de fournir au Canada un objectif moderne qui sert le peuple et la société. L'économie peut être organisée de manière que chaque partie appuie les autres parties et complète l'ensemble sous le contrôle et la direction des producteurs réels.



L'enjeu des recettes publiques

Une société moderne a besoin d'énormes revenus publics pour répondre à ses besoins et à ceux de ses membres. Il n'existe qu'une seule source de revenus publics : la base économique de la société et la nouvelle valeur produite par les travailleurs.

L'économie moderne de la grande production industrielle est plus que capable de produire suffisamment de revenus publics pour répondre aux besoins de la société et de ses membres. Or, une force sociale dominante contrôlant l'économie et l'État empêche la nouvelle valeur produite

par les travailleurs de répondre aux besoins du peuple et de la société. L'élite dirigeante au pouvoir le fait entre autres de la façon suivante.

Une oligarchie impérialiste mondiale a pris le contrôle des secteurs de base de l'économie et du produit social que les travailleurs produisent, et prive la société et ses membres de cette valeur tant nécessaire. Pour que le problème d'assurer les investissements requis soit résolu, il faut que le peuple prenne le contrôle des secteurs de base de l'économie par l'entreprise publique et place le produit social que les travailleurs produisent sous le contrôle de la société et de ses membres dans de nouveaux rapports de production qui sont centrés sur l'être humain.

Une société moderne est plus que capable d'utiliser la nouvelle valeur produite par les travailleurs pour satisfaire les besoins du peuple et résoudre les problèmes d'une façon qui est décidée par les vrais producteurs et les autres membres de la société.

L'État sous le contrôle des oligopoles utilise une grande partie des revenus publics amassés pour payer les riches de diverses manières et défendre le privilège, la richesse et le pouvoir des oligarques et servir leurs intérêts privés étroits. Les impôts sur les particuliers et les emprunts auprès des oligarques sont aujourd'hui une source majeure de revenus publics. Ces méthodes d'obtention de revenus publics sont contre-productives et une attaque contre les travailleurs qui produisent toute la valeur.

Une demande cruciale en ce moment est que les gouvernements cessent d'utiliser les revenus publics pour payer les riches, cessent de taxer les individus et cessent d'emprunter à l'oligarchie impérialiste mondiale.

Les revenus publics devraient provenir directement des entreprises où les travailleurs produisent une nouvelle valeur et être utilisés pour accroître les investissements dans les programmes sociaux afin de garantir le bien-être du peuple et la reproduction élargie de l'économie.

Pour s'engager dans cette direction, il faut commencer par demander qu'on arrête de payer les riches et qu'on augmente les investissements dans les programmes sociaux. C'est un projet louable que le peuple doit prendre en main en ce moment.



Le besoin de définitions modernes



Un des principaux problèmes auxquels le Canada a été confronté ces 20 ou 30 dernières années est la question des compressions dans les dépenses sociales qui sont effectuées parce que les riches utilisent le pouvoir politique pour promouvoir leurs propres intérêts privés étroits. Il est clair que les travailleurs peuvent faire des progrès sur cette question uniquement en abordant le problème sur la base de définitions modernes, guidés par l'objectif de créer une société moderne. Tant que la bataille est menée dans les limites étroites des notions bourgeoises de société selon lesquelles tout doit être subordonné à la quête du profit des économiquement puissants, la direction de l'économie ne sera pas renversée d'une manière qui favorise le peuple.

La question n'est pas que les choses allaient bien dans le passé et ne vont pas si bien maintenant. L'État canadien n'a jamais fourni les soins de santé ou l'éducation ou toute autre nécessité de la vie moderne sur la base de la reconnaissance des droits humains fondamentaux et inaliénables. Au

Canada, les dépenses sociales ont toujours été déterminées par les besoins des cercles capitalistes dirigeants. Répondre aux besoins du peuple est vraiment accessoire aux besoins de l'économie capitaliste. C'est pourquoi la conception des droits peut tout aussi bien être élargie que supprimée.

Pour que la voie du progrès soit ouverte, les soins de santé et l'éducation, l'emploi et un moyen de subsistance doivent être reconnus comme des droits humains. C'est en garantissant ces droits que l'on progresse d'un stade à l'autre.

En créant les conditions de sa propre émancipation, la classe ouvrière – en tant que force la plus révolutionnaire et la plus productive – lutte pour une société qui reconnaît que tous les individus naissent en société et ont par conséquent des droits inaliénables. La classe ouvrière lutte également pour des lois qui permettront au peuple d'exercer ces droits. Voilà l'orientation qui peut permettre à tous ceux et celles qui sont attaqués d'avancer vers la réalisation de leurs objectifs.



Discussion sur l'économie qui paie les riches et comment la surmonter

Le but du mouvement de la classe ouvrière



Dans leur empressement à « rouvrir l'économie » pour le compte de l'élite dominante, les gouvernements imposent des mesures dictatoriales pour empêcher les travailleurs de mettre en œuvre les leçons apprises dans la lutte contre la pandémie. Les oligarques au pouvoir exigent un « retour à la normale » même si cette normale s'est avérée insoutenable en pratique. Les travailleurs ont découvert que si nous voulons construire une société digne de l'existence humaine, cette normale du statu quo doit être rejetée. L'expérience du peuple avant et surtout pendant la pandémie conduit inexorablement à cette conclusion.

La caractéristique du moment décisif que nous traversons aujourd'hui est la reconnaissance collective que les affaires économiques, politiques et sociales telles qu'elles sont constituées ne permettent pas aux membres de la société de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés et de construire un nouveau mode de vie prosocial qui fonctionne à leur avantage. La position

militante et responsable des travailleurs et de leurs organisations est non seulement une affirmation du mouvement croissant contre l'offensive antisociale qui se poursuit depuis des décennies, mais elle pose aussi la question : quel but le mouvement doit-il avoir ? La classe ouvrière a la responsabilité sociale de définir clairement son objectif qui est de créer une société digne des êtres humains et de mener le peuple tout entier dans la réalisation d'un projet d'édification nationale qu'il fait sien. Cette société respecte nécessairement les droits que tous et toutes possèdent du fait d'être membres égaux et à part entière du corps politique et répond à leurs besoins selon le niveau atteint par le développement des forces productives modernes et de la technique scientifique.

La réalisation de l'objectif du mouvement, la construction du nouveau, nécessite que les travailleurs trouvent eux-mêmes des solutions aux problèmes que la vie présente :

- se défendre contre les attaques actuelles contre leurs droits et leur bien-être et contre la société elle-même ;
- trouver les moyens pratiques de mobiliser les larges couches de la classe ouvrière pour exiger des comptes aux gouvernements et aux employeurs afin d'établir un contrôle sur les décisions qui les affectent ;
- organiser des forums où les travailleurs parlent en leur propre nom et établissent des repères qui les aident à s'orienter ;
- s'assurer que l'État et les gouvernements s'acquittent de leurs responsabilités de répondre aux besoins du peuple ; et
- proposer leur propre programme pour humaniser l'environnement social et naturel et prendre les moyens de le mettre en pratique.

L'oligarchie dirigeante est réduite à une clique mondiale de riches qui impose sa volonté non seulement aux travailleurs du Canada, mais aux peuples du monde qu'ils dominent en alliance avec les oligarques des États-Unis des monopoles d'Amérique du Nord. Ensemble, ils dominent le monde qu'ils contrôlent grâce à une économie basée sur un mode de production qui consiste à verser un tribut aux riches et qui préserve leur pouvoir politique et leurs privilèges. Le mode de production actuel qui consiste à payer les riches engendre des crises économiques récurrentes et des guerres.

Quand son but est de payer les riches, l'économie est incapable de mobiliser ses énormes forces productives pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les peuples et la Terre Mère. Les travailleurs ont la tâche de faire naître un nouveau mode de production avec un nouveau but, qui est de servir le peuple, d'humaniser l'environnement social et naturel et de résoudre les problèmes nationaux et internationaux sans recours à la force ni à la guerre. L'étape initiale et cruciale dans la construction du nouveau est d'organiser le peuple pour arrêter de payer les riches et augmenter les investissements dans les programmes sociaux et pour qu'il se donne un gouvernement antiguerre.



Les conditions objectives du mode de production qui paie les riches

Le mode de production actuel contient les conditions objectives qui poussent ceux qui le contrôlent à payer les riches par une offensive antisociale et la guerre. Ce mode de production est né au cours des XVII^e et XVIII^e siècles en développant les forces productives et en privant l'aristocratie féodale dirigeante d'alors de son pouvoir économique, politique et social. Ceux qui ont accédé au pouvoir dans l'économie et finalement en politique l'ont fait sur la base de leur contrôle de la propriété privée sous forme de richesses monétaires, de terres et de moyens de production. Ils ont surpassé la capacité productive des fermes paysannes et des corporations du système féodal de la petite production et les ont finalement éliminées, laissant beaucoup de gens sans aucun moyen de subsistance, les forçant à se déplacer vers les villes en croissance à la recherche d'un gagne-pain.

Les détenteurs de la propriété ont mobilisé leur richesse privée pour acheter la capacité de travail des travailleurs et l'utiliser dans leurs usines de grande production industrielle, offrant aux travailleurs un moyen de subsistance, aussi précaire et rudimentaire soit-il. Les propriétaires fonciers ont rapidement accru leur richesse en mobilisant leur contrôle du pouvoir politique pour déployer des armées à l'étranger et voler la richesse et la vie des autres par l'occupation et le pillage coloniaux, la guerre et la traite des esclaves.

La concentration de la richesse

Le mode de production qui a supplanté la petite production rurale de l'aristocratie foncière contient en lui la concentration inévitable de la richesse et du pouvoir entre les mains d'un nombre toujours plus petit de personnes. Les premières années de ce qui était devenu le capitalisme de laissez-faire ont immédiatement amorcé la concentration de la production dans des usines de plus en plus grandes et fusionné l'industrie et les banques. La fusion des banques et de l'industrie en d'immenses cartels socialisés en expansion constante dans le monde à la fin du XIX^e siècle est connue sous le nom de capitalisme monopoliste, où les conditions objectives favorables pour la transition au socialisme sont mûres.

La concentration de la richesse et du pouvoir se poursuit, comme la pandémie l'a démontré de façon spectaculaire, la richesse privée des douze oligarques les plus riches des États-Unis ayant doublé pour atteindre un billion de dollars. Cette énorme concentration de la richesse, du pouvoir et des privilèges se traduit par le contrôle des gouvernements à tous les niveaux, que les riches oligarques forcent à payer les riches et à servir leurs intérêts privés par la saisie de quantités toujours plus grandes de la valeur que les travailleurs produisent, par la guerre et par le dépouillement de la Terre Mère.



La classe ouvrière, dont les membres sont les producteurs réels, est apparue comme le facteur humain essentiel ayant la capacité et l'objectif de changer le mode de production de la période de transition en lui donnant comme but de servir le bien-être et les droits de tous et de toutes et de bâtir le nouveau. Seuls les travailleurs, en activant le facteur humain/conscience sociale pour établir le nouveau but prosocial de mobiliser les forces productives massives de la grande production industrielle moderne, peuvent sauver les êtres

humains du despotisme de l'élite dirigeante dont les pratiques sont encore plus destructrices que celles de l'aristocratie dirigeante qu'elle a supplantée.

La baisse tendancielle du taux de profit

Le mode de production actuel, fondé sur la propriété privée des moyens de production et dont le but est d'accaparer à titre de gain privé la valeur ajoutée que produisent les travailleurs, porte en lui la tendance à la baisse tendancielle du taux de profit résultant de l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire de l'application de la science aux méthodes de travail et de production.

Le rapport entre l'investissement total et le nombre de travailleurs nécessaires pendant la production détermine dans une grande mesure le taux de profit. Le taux de profit dans le mode de production actuel est constamment abaissé par l'augmentation toujours croissante de la valeur investie nécessaire pour activer les travailleurs.

Alors que le nombre de travailleurs dans la production diminue avec le développement des forces productives, comme avec l'utilisation de robots et de l'intelligence artificielle, le taux de profit de l'investissement total diminue. Cette croissance de la productivité est une arme à double tranchant pour les oligarques. Cela leur permet de rivaliser et éventuellement d'éliminer leurs concurrents, mais cela entraîne aussi une baisse du taux de profit.

Le taux de profit est exprimé sous forme de rapport dans le produit social entre la nouvelle valeur et la vieille valeur, ou plus précisément entre la valeur ajoutée que produisent les travailleurs mobilisés dans la production et la somme de leur valeur reproduite (salaires, avantages sociaux et programmes sociaux), et la valeur transférée provenant de la valeur fixe (bâtiments et machines, etc.), et la valeur circulante (énergie et matériaux consommés, etc.). Le profit provient de la nouvelle valeur produite par les travailleurs et plus spécifiquement de la valeur ajoutée. Le profit ne provient pas de la valeur fixe et de la valeur circulante transférées dans la production à partir de la valeur déjà produite.

Des investissements phénoménaux sont nécessaires pour mettre en mouvement les travailleurs qui produisent la nouvelle valeur que les oligarques convoitent. Les riches cherchent depuis longtemps les moyens de contrer cette baisse tendancielle du taux de profit. Au lieu d'investir dans l'économie productive, ils se sont de plus en plus engagés dans le parasitisme et la décadence de la vente et de la revente de la valeur déjà produite, avec des échanges sur les marchés boursiers et les marchés des matières premières, et dans des stratagèmes de type Ponzi pour escroquer les petits investisseurs de la richesse qu'ils détiennent.

L'autre moyen important à leur disposition est que les gouvernements paient les riches, qu'ils versent des fonds publics aux riches par des investissements publics dans leurs entreprises ou par des contrats de produits sociaux à des prix gonflés. Aujourd'hui, aucun investissement majeur dans l'économie de quelque type que ce soit ne se produit sans la participation des gouvernements par le biais de subventions, d'exemptions fiscales, de l'utilisation d'infrastructures publiques par les grandes entreprises à des taux préférentiels et mille et un stratagèmes pour payer les riches, tels que des partenariats public-privé, des rachats similaires à l'achat par le gouvernement Trudeau du pipeline Trans Mountain du monopole Kinder Morgan.

La concentration de la richesse et du pouvoir entre moins de mains et le contrôle qu'exercent les détenteurs de cette richesse et de ce pouvoir sur les gouvernements, de pair avec la baisse tendancielle du taux de profit, ont fait en sorte que payer les riches est devenu le mode de production. Tous les investissements majeurs comprennent des paiements aux riches à partir de la richesse collective détenue par l'État. Aucun investissement de quelque ampleur que ce soit ne se

fait sans les garanties gouvernementales de paiements de l'État aux riches. Aucune décision politique ou économique n'est prise sans prendre en considération la volonté des riches oligarques qui sont aux commandes.

Objectivement, cette réalité nous dit que les riches oligarques sont devenus superflus et n'ont plus leur place dans l'économie. L'économie est socialisée. Les producteurs réels, la classe ouvrière, doivent devenir les propriétaires et les directeurs de l'économie déjà socialisée et interdépendante afin que le pouvoir de ses forces productives puisse être organisé, libéré et mis à profit dans l'édification nationale et servir le peuple et la société sans interruption, ni crise ni guerre.

Le mode de production actuel basé sur la propriété privée a fait son temps et doit céder la place au Nouveau où les producteurs réels, la classe ouvrière et ses alliés qui produisent la richesse, contrôlent les prises de décision et fixent leur propre objectif pour l'économie et la société en accord avec le caractère déjà socialisé de l'économie et à ses besoins et à ceux du peuple.

Une nouvelle direction pour l'économie



Si la question de la méthode ou des moyens de subsistance n'est pas comprise, le mouvement ouvrier et son objectif restent vagues et manquent de précision et d'une direction dans laquelle avancer avec confiance. Cette dernière étape de la transition de la petite production à la grande production industrielle n'est pas la même qu'au début de la transition avec ce qu'on appelait le capitalisme du laissez-faire. Il y a des similitudes, mais la situation a changé considérablement. Tant que ce moyen de subsistance du peuple qui consiste à payer les riches n'est pas radicalement remis en question, rien ne peut être résolu et aucun progrès du mouvement ouvrier et de la société ne peut être soutenu.

Dans cette discussion, les travailleurs devraient penser à ce qu'ils établiraient comme moyen de subsistance. Le point de départ est d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux pour garantir les droits de tous et de toutes, pour que la volonté collective de la société s'exprime sous la forme d'une planification socialiste et d'un contrôle par les travailleurs sur les affaires qui affectent leur vie. Collectivement, la société peut ainsi aller de l'avant et apprendre la guerre en faisant la guerre, pour ainsi dire.

Dans la situation donnée, les travailleurs font valoir leurs propres revendications. Ces revendications sont d'arrêter de payer les riches, d'arrêter tous les emprunts publics auprès de prêteurs privés et d'arrêter les dons aux riches et à leurs entreprises, et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux, dans l'éducation, la santé, le bien-être, la culture et les loisirs, en particulier pour les jeunes. Avec cela comme point départ, une rupture avec l'ancien

peut être faite et une nouvelle direction peut être adoptée. L'immense produit social créé par des moyens de production modernes peut être mis à profit pour résoudre les problèmes de la société et garantir le bien-être et les droits de la population et la reproduction étendue de l'économie. Sans arrêter de payer les riches comme point de départ, aucun changement dans la direction de l'économie ne peut être soutenu.

Chaque fois qu'une crise survient, comme c'est le cas à l'heure actuelle, il devient clair que soit les travailleurs s'orientent vers la création d'une forme supérieure de société, soit ils continuent de subir une catastrophe après l'autre. Les travailleurs doivent exiger une rupture radicale avec le passé et c'est cette rupture que propose le slogan « Arrêtez de payer les riches ! »



Alors que tout cela souligne la nécessité pour la classe ouvrière d'établir son propre objectif politique, on tente, une fois de plus, de la maintenir enchaînée à l'objectif politique de tel ou tel parti, qui revient à servir des intérêts privés. Cette capitulation face aux partis des riches est contraire à l'expérience de tous les Canadiens, à savoir que les programmes des partis des riches, qu'ils soient présentés comme étant de droite ou de gauche, servent l'élite économique et le vieux statu quo.

La lutte aujourd'hui est entre les forces du nouveau et les forces de l'ancien. La classe ouvrière doit résolument assumer son propre objectif politique pour mettre fin à la situation dans laquelle les riches la marginalisent en détournant sa lutte vers l'élection de tel ou tel soi-disant représentant et parti des riches oligarques, peu importe le nom qu'ils se donnent.

Alors que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) intensifie son travail, ses membres et alliés sont fermement convaincus qu'une alternative à la direction actuelle de payer les riches peut être trouvée. Les militants sont convaincus qu'en participant consciemment à la construction de forums de travailleurs pour échanger des points de vue, analyser les événements qui se déroulent et définir leur propre orientation pour défendre les droits de tous et de toutes, le programme d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux mènera à l'établissement d'une société alternative et ouverte au progrès.

Joignez-vous au mouvement pour le nouveau !

VOIR DANS LE PROCHAIN LML
Discussion sur l'économie

La théorie monétaire moderne: Du keynésianisme réchauffé

- K.C. Adams -



Anniversaire de l'attentat contre les Tours jumelles et du coup d'État au Chili

Justice pour le peuple chilien!

- Dougal MacDonald -



Marche à Santiago en septembre 2017 en commémoration du 44e anniversaire du coup d'État au Chili

Le 11 septembre marque le 47e anniversaire du coup d'État des impérialistes américains au Chili, au cours duquel le régime de Pinochet a assassiné, torturé et emprisonné des milliers de personnes. À cette occasion, rappelons-nous les victimes du régime de Pinochet et de l'opération Condor qui a étendu ces crimes à l'Argentine, à l'Uruguay et au Brésil. Aujourd'hui encore, les proches des victimes se battent pour que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice[1].

Aujourd'hui, alors que les États-Unis invoquent le respect des « valeurs américaines » comme critère pour décider qui sont les ennemis de l'État, il est important de rappeler que les crimes commis au Chili et partout en Amérique latine visaient toutes personnes déclarées « ennemies de la civilisation chrétienne occidentale ». Le « crime » dont les victimes étaient accusées était leurs croyances politiques, leurs affiliations et leur militantisme. Au stade de Santiago, qui avait été transformé en centre de détention, les gens ont été rassemblés et massacrés. Au palais de la Moneda, le siège de la présidence, le président constitutionnel, Salvador Allende, a été assassiné. Les crimes se sont poursuivis tout au long de la dictature de Pinochet et bien au-delà des frontières du Chili, jusqu'à Washington même. La junta militaire, dirigée par le général Augusto Pinochet, avec le soutien inconditionnel des États-Unis, a dirigé le Chili officiellement et « officieusement » pendant les 25 années qui ont suivi.

Exposant clairement le rôle des États-Unis dans le coup d'État chilien, un câble d'octobre 1970 du groupe de « Track Two » de Henry Kissinger et adressé au personnel de la CIA au Chili déclare : « Notre politique ferme et continue est de renverser [le gouvernement démocratiquement élu de] Allende par coup d'État... Nous devons continuer d'exercer le maximum de pressions à cette fin avec toutes les ressources appropriées. Il est de la plus haute importance que ces actions soient mises en oeuvre de façon clandestine et sûre pour assurer que le GEU [le gouvernement des États-Unis] et la main américaine soient bien cachés. » En 2007, il a été révélé que les millions de dollars que Pinochet avait volés au peuple chilien étaient détenus depuis 1994 dans un compte secret de la Riggs Bank, banque liée à la famille Bush, à Washington, avec la complicité des hauts-fonctionnaires bancaires américains. Aucun président américain n'a présenté d'excuses pour le soutien des États-Unis aux crimes de Pinochet ni pour l'implication des États-Unis dans le coup d'État de 1973.

Avant le coup d'État au Chili, les États-Unis avaient une longue et sanglante histoire d'organisation

et de soutien de violents coups d'État en Amérique latine, par exemple au Guatemala, au Brésil, au Nicaragua, en Grenade et au Panama, pour ne nommer que ceux-là. Avec la doctrine Monroe de 1823, les États-Unis revendiquaient l'Amérique latine pour eux-mêmes. Presque immédiatement, les États-Unis se sont emparés du tiers du Mexique par la force militaire. Depuis les années 1890, lorsqu'ils ont imposé leur suprématie régionale à l'Espagne et à la Grande-Bretagne, les États-Unis sont intervenus militairement en Amérique latine plus d'une cinquantaine de fois. La Confédération anticommuniste latino-américaine a joué un rôle important dans ces interventions, notamment dans l'opération Condor. Cette confédération avait été fondée en 1972 par le chef des escadrons de la mort du Guatemala, Mario Sandoval Alarcon, en tant que branche latino-américaine de la Ligue anticommuniste mondiale cofondée en 1966 à Taïwan par des criminels de guerre nazis et autres fascistes.



Exposition des photos des victimes de la dictature de Pinochet au musée de la Mémoire, Santiago, Chili

Quarante-sept ans après le coup d'État au Chili, les États-Unis continuent d'organiser et de soutenir des coups d'État violents, comme ils l'ont fait au Honduras en 2009. Les États-Unis continuent de former des alliances agressives, de bâtir des bases militaires dans des États-clients comme la Colombie, de traiter les eaux environnantes comme s'il s'agissait de lacs américains et de mener des actions subversives contre les gouvernements démocratiquement élus de pays d'Amérique latine comme Cuba, le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua qui exercent le droit de choisir leur propre système politique, libre de toute ingérence des États-Unis. Les deux principales organisations qui canalisent les millions de dollars à des fins subversives en provenance des États-Unis vers les groupes politiques dans les pays d'Amérique latine sont l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le National Endowment for Democracy (NED). Les guerres sales que les États-Unis menaient auparavant secrètement dans le Cône Sud et en Amérique centrale en collusion avec les forces militaires locales sont aujourd'hui menées au grand jour.

Le rôle pernicieux que joue le gouvernement Trudeau dans l'hémisphère au nom de la défense de « la prospérité et la sécurité » est de plus en plus préoccupant. Alors que les pays des Amériques s'efforcent de défendre leur souveraineté et de créer des alternatives à un modèle économique qui les dévaste, le gouvernement Trudeau fait l'éloge de la Charte démocratique interaméricaine de l'Organisation des États américains, notoire pour avoir perpétré des coups d'État pour le compte des États-Unis ainsi que pour les guerres sales des années 1960, 1970 et 1980 et pour avoir utilisé sa soi-disant Charte démocratique interaméricaine comme outil pour perpétuer la même chose au XXI^e siècle.

Les déclarations de Trudeau sur la « défense de la démocratie » en Amérique latine visent à dénigrer le Venezuela et les autres pays qui défendent leur droit de suivre leur propre voie de développement. Cela révèle l'ordre du jour du gouvernement Trudeau de continuer à s'ingérer dans les affaires internes des pays d'Amérique latine et les « progrès de la démocratie » qu'il a en tête.

Faut-il ajouter que les peuples des Amériques n'attendent pas les bras croisés le type de démocratie que le gouvernement Trudeau préconise. Leur lutte pour la liberté est écrite par leur sang versé et rien ne le confirme plus que la lutte pour obtenir justice pour les crimes de la dictature de

Pinochet, mise en place par les États-Unis, et les guerres sales qui se poursuivent encore au nom du libre-échange, de la démocratie, de la lutte contre la drogue, etc.

Les familles et les amis continuent de rechercher les disparus et d'exiger que justice soit faite pour ce qui leur est arrivé. Il est incroyable que des prisonniers politiques continuent de croupir en prison alors que pratiquement aucun des responsables des violations des droits humains n'a été poursuivi pour ses crimes. Pinochet lui-même, protégé par les impérialistes, a échappé à la justice et est mort sans avoir été puni pour ses crimes.

À cette occasion, nous exprimons une fois de plus nos plus sincères condoléances au peuple chilien héroïque et aux familles et amis de tous ceux et celles qui ont été tués et ont disparu lors de l'infâme coup d'État et sous le régime qui a suivi. Nous saluons la lutte résolue du peuple chilien pour obtenir justice pour les crimes commis par le régime Pinochet et ses commanditaires américains. Le 11 septembre 1973, le coup d'État au Chili, soutenu par les États-Unis, un acte de terrorisme d'État, a révélé la véritable nature de l'impérialisme américain que les peuples du monde n'oublieront jamais.

Note

1. Opération Condor a été une campagne d'assassinats et de répression politiques lancée en 1975 à Santiago, au Chili, par les cercles dominants du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil pour éradiquer l'influence et les idées socialistes et communistes, et pour éliminer les mouvements d'opposition aux gouvernements de ces pays. Les États-Unis ont proposé le concept du plan de l'opération Condor en 1968, le décrivant comme « une utilisation coordonnée des forces de sécurité intérieure dans et entre les pays latino- américains ». L'opération Condor a été responsable d'au moins 60 000 morts, de 30 000 « desaparecidos » et de 400 000 personnes emprisonnées.

(Photos: elderchoalapz, Chilean Museum of Memory and Human Rights)



Les conséquences catastrophiques des guerres d'agression des impérialistes américains

- Nick Lin -

Le 11 septembre de cette année est le 19e anniversaire des tragiques attentats terroristes de New York, de Washington et de Pennsylvanie qui ont donné aux impérialistes américains ainsi qu'aux tenants de la politique d'apaisement envers l'impérialisme américain, comme le Canada, le prétexte de leur brutale et interminable « guerre contre le terrorisme » mondiale.

Prétendant rendre justice à ceux qui ont été tués, le gouvernement américain a déclaré que le gouvernement afghan était responsable d'avoir aidé et entraîné les auteurs des attentats du 11 septembre, sans toutefois ne jamais fournir de preuve de cette responsabilité. Moins d'un mois après les attentats, les États-Unis ont envahi l'Afghanistan le 7 octobre 2001 avec le soutien des pays de l'OTAN, dont le Canada. Le gouvernement Chrétien a annoncé l'opération Apollo et s'est engagé à fournir un soutien aérien, maritime et terrestre et à déployer 2 000 soldats. Les travailleurs des États-Unis, du Canada et de nombreux pays ont déclaré immédiatement que cette vengeance n'était pas menée en leur nom.

membres de leur famille et pour des sociétés entières. Les morts et les blessés se comptent par millions. »

Malgré certaines interprétations erronées des conflits américains couverts dans leur rapport, les auteurs indiquent que ce document « calcule le nombre total de personnes déplacées dans les huit guerres de l'après 11 septembre dans lesquelles les forces américaines ont été le plus impliquées. Nous nous sommes concentrés sur les guerres dont le gouvernement américain porte une responsabilité claire dans le déclenchement d'un combat armé (la guerre en Afghanistan et au Pakistan, qui se chevauche, et la guerre en Irak après 2003), dans l'escalade d'un conflit armé (l'intervention américaine et européenne dans le soulèvement libyen contre Mouammar Kadhafi et la guerre civile en cours en Libye et l'implication des États-Unis en Syrie), ou pour avoir participé de manière significative au combat par des frappes de drones, des conseillers sur les champs de bataille, un soutien logistique, des ventes d'armes et d'autres moyens (participation des forces américaines aux guerres au Yémen, en Somalie et aux Philippines) ».

Le rapport documente « plusieurs catégories de personnes déplacées par les guerres de l'après-11 septembre : 1) les réfugiés, 2) les demandeurs d'asile cherchant à obtenir une protection en tant que réfugiés, et 3) les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDP) ».

Les principales conclusions du rapport sont les suivantes :

« - Les guerres américaines de l'après 11 septembre ont provoqué le déplacement forcé **d'au moins 37 millions de personnes** en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, au Yémen, en Somalie, aux Philippines, en Libye et en Syrie. Ce nombre **dépasse celui des personnes déplacées par toutes les guerres depuis 1900, à l'exception de la Deuxième Guerre mondiale.**

« - **Des millions d'autres personnes ont été déplacées par d'autres conflits de l'après 11 septembre** impliquant des troupes américaines dans des opérations de combat de moindre envergure, notamment au : Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo, Mali, Niger, Arabie saoudite et Tunisie.

« - Ce chiffre de 37 millions est une estimation très conservatrice. **Le total des personnes déplacées par les guerres des États-Unis de l'après 11 septembre pourrait être plus proche de 48 à 59 millions.**

« - **25,3 millions de personnes sont revenues après avoir été déplacées**, bien que le retour n'efface pas le traumatisme du déplacement ou ne signifie pas que les personnes déplacées sont retournées dans leurs foyers d'origine ou à une vie sûre.

« - **Tout nombre est limité dans ce qu'il peut transmettre sur les dommages des déplacements.** Les personnes derrière les chiffres peuvent être difficiles à voir et les chiffres ne peuvent pas communiquer ce qu'une personne peut ressentir en perdant sa maison, ses biens, sa communauté et bien plus encore. **Les déplacements ont causé des torts incalculables** aux personnes, aux familles, aux villes, aux régions et à des pays entiers, physiquement, socialement, émotionnellement et économiquement. »

Replaçant ces chiffres dans le contexte mondial plus large, les auteurs déclarent que « les guerres des États-Unis de l'après 11 septembre ont contribué de manière significative à l'augmentation spectaculaire ces dernières années du nombre de personnes déplacées par la guerre et les conflits violents dans le monde : entre 2010 et 2019, le nombre total de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays dans le monde a presque doublé, passant de 41 millions à 79,5 millions[1]. »

Il faut noter que la portée de l'étude n'inclut pas d'autres formes d'agression des États-Unis pendant cette période comme les sanctions contre les pays qui, selon les États-Unis, soutiendraient

le terrorisme contre eux et la destruction des infrastructures et les pertes de vies qui en résultent. L'étude n'inclut pas non plus les pays où les États-Unis ont soutenu et provoqué des coups d'État comme en Haïti et au Honduras, où la situation des peuples n'est toujours pas stabilisée et où beaucoup de personnes ont été contraintes de fuir en raison de problèmes économiques ou de l'insécurité.

Au cours des 19 dernières années, le Canada s'est de plus en plus engagé dans la guerre des États-Unis contre le terrorisme en adoptant une politique d'apaisement envers l'impérialisme américain et porte une partie de la responsabilité des dizaines de millions de réfugiés créés par les guerres d'agression américaines au cours de cette période. Le rôle du Canada est particulièrement inadmissible parce qu'il donne un visage humain aux agressions des États-Unis et les justifie par de grands idéaux. Il se présente également comme un sauveur condescendant des victimes des guerres qu'il a contribué à déclencher. Tout cela est inacceptable, c'est un affront à la mémoire de ceux qui ont été tués le 11 septembre et une insulte pour les travailleurs canadiens qui rejettent toute participation du Canada aux guerres d'agression américaines et qui veulent que le Canada soit une zone de paix et un pays qui soutient la résolution pacifique des conflits dans le monde.



Note

1. Pour lire le rapport dans son intégralité (en anglais), cliquez [ici](#).



États-Unis

La lutte des travailleurs des postes contre la privatisation et les mythes antiouvriers à l'approche des élections

Les travailleurs des postes des États-Unis se sont toujours organisés pour faire du Service postal des États-Unis (USPS) un service public au service du bien public. Cela comprend l'opposition à la privatisation du service postal, au ralentissement et à l'interruption du courrier et à l'assaut contre les conditions de travail et le droit à la négociation collective. En outre, ils ont combattu la propagande antiouvrière selon laquelle le service postal ne peut pas répondre à la demande de bulletins de vote par correspondance pendant la pandémie, ce qui compromettrait les résultats de l'élection présidentielle de novembre.

L'USPS a fait l'actualité ces derniers temps, principalement en ce qui concerne le vote postal. Les travailleurs des postes ont mis en évidence qu'ils sont capables de gérer une augmentation causée par l'acheminement des bulletins de vote par correspondance, ce qui n'est rien comparé au volume de la poste à Noël. Un manque d'argent n'empêchera pas la livraison à temps. Dans la semaine précédant Noël, par exemple, les travailleurs trient et livrent souvent 2,5 milliards d'articles de courrier de première classe, soit environ 500 millions de cartes et de lettres par jour, sans parler des colis. Même si chacun des plus de 150 millions d'électeurs inscrits au pays votait par la poste, les travailleurs pourraient traiter ce volume de courrier.

Lors de leurs nombreuses protestations, lettres et pétitions, les travailleurs et leurs syndicats ont fait valoir que le plus gros problème est désormais l'élimination des heures supplémentaires, l'équipement de sécurité insuffisant et le refus d'embaucher et de former plus de travailleurs pour compenser la perte de 40 000 travailleurs infectés par la COVID-19 ou en quarantaine. L'élimination des machines de tri du courrier et des boîtes de collecte du courrier pose un problème, ce que le nouveau directeur général des postes, Louis DeJoy, s'engage maintenant à arrêter – après que 95 % des machines aient été retirées. Il a dit que les heures supplémentaires ne seront autorisées qu'« au



besoin », ce qui signifie qu'elles vont continuer à être limitées de diverses manières. Il existe également une nouvelle politique de ne pas traiter tous les bulletins de vote comme du courrier de première classe, alors que c'est généralement le cas. Toutes ces actions ne visent pas tant à avoir un impact sur le vote par correspondance, mais plutôt à forcer une accélération considérable de la cadence de travail de la main-d'œuvre déjà décimée par la COVID tout en donnant l'impression que l'USPS ne peut pas livrer le courrier à temps. Ceci est alors utilisé pour justifier la privatisation et une plus grande ingérence du gouvernement, par le biais du département du Trésor, dans les politiques de l'USPS et des conventions collectives des travailleurs.

Les travailleurs des postes, soit environ 630 000 personnes qui livrent du courrier à plus de 160 millions de foyers chaque jour, fournissent un service public crucial, en particulier en ces temps de pandémie. Les ordonnances médicales, les chèques de sécurité sociale et de chômage, la nourriture et les fournitures médicales sont livrés à domicile dans les villes et les zones rurales et dans toutes les régions intermédiaires.

Les quatre syndicats des postes unissent leurs efforts pour exiger que l'USPS soit géré comme un service public et non vendu à des intérêts privés, et pour obtenir de l'équipement sécuritaire, une prime liée aux risques et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs des postes.

On estime que 40 000 travailleurs sont aux prises avec des infections à la COVID ou en quarantaine et que plus de 60 en sont décédés.



Une crise de financement créée par le gouvernement

Les travailleurs des postes font face à une crise de financement créée de toutes pièces par le gouvernement pour justifier la privatisation du service postal. Une loi adoptée en 2006 oblige le Service postal des États-Unis (USPS) à financer à l'avance 75 ans de primes de soins de santé pour les employés des postes à la retraite. Comme le souligne la National Association of Letter Carriers : « Ce mandat de mettre sur pied ce fonds de prévoyance, auquel aucune autre entreprise du pays n'est contrainte, coûte en moyenne 5,4 milliards de dollars par an depuis 2007, soit près de 90 % des pertes de l'agence gouvernementale. Entre 2013 et 2018, cela représentait 100 % des pertes. Sur une base opérationnelle, le service postal a été rentable pendant la majeure partie de la dernière décennie. »



Cette exigence fait partie de l'offensive antisociale visant à saper le fonctionnement de l'USPS afin de justifier sa privatisation et les attaques contre ses travailleurs.

Les efforts antérieurs de privatisation incluent un groupe de travail présidentiel présidé par Steven Mnuchin, du département du Trésor, qui a proposé en décembre 2018 des réductions de services sans précédent au service postal, des réductions des salaires et des avantages sociaux des travailleurs des postes et des augmentations des tarifs des colis. Cela fait suite à un rapport du Bureau de la gestion et du budget de juin 2018 qui appelait à la privatisation des services postaux, ce que Mnuchin, un ancien gestionnaire de fonds spéculatifs, continue de promouvoir. Le département du Trésor est impliqué dans la mesure où l'USPS s'appuie généralement sur une ligne de crédit annuelle de 15 milliards de dollars du Trésor, autorisée par le Congrès il y a 30 ans.



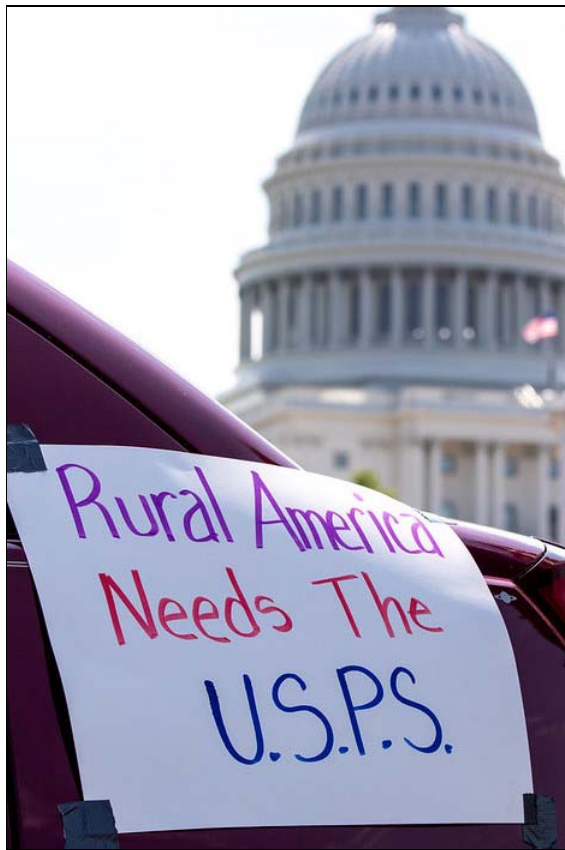
Les attaques actuelles du gouvernement incluent un refus de fournir un financement d'urgence. Le courrier de première classe et des dépliants publicitaires, les deux principales sources de financement du service, ont considérablement ralenti en raison de la pandémie, tandis que la fourniture des équipements de sécurité nécessaires – encore insuffisants – a augmenté. Sans la pandémie et sans l'exigence de financer d'avance les primes de soins de santé pour les 75 prochaines années, l'USPS est autosuffisant.

L'USPS est également largement indépendant de l'ingérence directe du gouvernement. La nomination de Louis DeJoy comme directeur général des Postes et l'ingérence de Mnuchin font partie de l'effort pour changer cela et attaquer plus facilement les travailleurs et l'USPS en tant que service public.

Le syndicat national des travailleurs des postes (APWU) a déclaré en mai : « Il y a cinquante ans, les travailleurs des postes ont mené une grève héroïque dans tout le pays pour obtenir de meilleurs salaires, des avantages sociaux et le droit à la négociation collective. Cette grève a également recréé le Service postal des États-Unis en tant qu'agence indépendante, conçue pour être libre du

favoritisme et du copinage politiques qui avaient affecté l'ancienne administration des Postes. L'APWU est profondément préoccupé par le processus de nomination visant à faire de M. Louis DeJoy, un donateur important de plusieurs millions de dollars au président Trump, le prochain directeur général des Postes et par le fait que l'administration est revenue à l'époque de l'ingérence et du favoritisme politiques. Il peut choisir d'être un directeur général des Postes qui met en oeuvre les plans destructeurs de cette Maison-Blanche en augmentant les tarifs postaux, en réduisant les services, en sapant des emplois syndiqués stables et adéquats pour une famille et en vendant le service postal public aux entreprises pour leur profit privé. Et si tel est son choix, M. DeJoy se heurtera à une vive résistance de la part des travailleurs des postes et du peuple de ce pays. »

Les développements ont montré que leurs préoccupations sont légitimes et que la grande résistance à la privatisation et à la destruction du service public persiste.



Mnuchin a également utilisé le financement d'urgence requis par l'USPS à ce moment pour davantage s'ingérer dans le service. Un prêt de 10 milliards de dollars du Trésor a été inclus dans la Loi CARES, adoptée en mars. La Loi incluait également des centaines de milliards de dollars, essentiellement sans conditions, pour les monopoles géants. L'USPS devait obtenir 10 milliards de dollars, même si son conseil d'administration a demandé au Congrès 75 milliards de dollars de financement – 25 milliards de dollars de crédits d'urgence, 25 milliards de dollars supplémentaires pour des projets « prêts à démarrer » pour moderniser la flotte de véhicules vieillissants et les installations de l'agence et une autre marge de crédit de 25 milliards de dollars.

Mnuchin a jusqu'à présent refusé même les 10 milliards de dollars. « Nous allons établir certains critères pour un programme de réforme du service postal comme condition du prêt », a-t-il déclaré.

Les syndicats soulignent qu'actuellement, le conseil d'administration de l'USPS a le pouvoir exclusif de nommer ou de révoquer le directeur général des Postes ou « d'orienter et contrôler les dépenses et de revoir les pratiques et politiques du service postal ». Mnuchin tente d'obtenir un plus grand contrôle afin que de nombreuses décisions de gestion de l'USPS, y compris les conditions des principaux contrats et politiques liés à la privatisation et à la tarification des colis et du courrier de première classe, soient prises par le département du Trésor américain et non par le conseil d'administration de l'USPS.

La nomination du multimillionnaire DeJoy au poste de directeur général des Postes fait elle-même partie de cette direction, comme l'indiquent ses attaques contre les travailleurs et l'USPS en tant que service public. DeJoy est le premier directeur général des Postes en plus de 20 ans à diriger l'agence gouvernementale sans expérience préalable de travail dans ce milieu. Le conseil d'administration de l'USPS lui-même se compose maintenant de quatre membres qui y siègent depuis moins de deux ans. Des cadres plus expérimentés ont démissionné pour protester contre l'ingérence de Mnuchin ou ont été limogés par DeJoy.

Le public appuie solidement les travailleurs des postes et continue de se joindre à eux pour exiger que l'USPS reste un service public pour le bien public. Dans les actions, les pétitions et les sondages, une majorité a appelé à un financement complet dès maintenant et à garantir la santé, la sécurité et l'emploi des travailleurs des postes qui fournissent un service public vital.

Le service postal est voué au service public et non aux profits commerciaux

- Association nationale des facteurs -

Alors que les travailleurs héroïques du Service postal des États-Unis (USPS) bravent l'infection pour servir le pays dans le contexte d'une crise nationale sans précédent, il est urgent que les représentants du gouvernement fédéral à tous les niveaux saisissent bien la valeur du service postal, la cause de la situation financière actuelle et les solutions qui s'imposent, ainsi que les dangers qui menacent l'économie américaine et l'équilibre des régions rurales advenant l'insolvabilité de l'USPS.

Lors d'une conférence de presse tenue le 24 avril, le président Trump a été interrogé au sujet d'un article du *Washington Post* selon lequel le département du Trésor voulait prendre le contrôle de la négociation collective, fixer la politique de tarification et décider des nominations des cadres de direction, et qu'en contrepartie le service postal aurait accès à une ligne de crédit de 10 milliards de dollars en vertu de la Loi CARES. Lors du point de presse quotidien du 7 avril sur la pandémie, le président Trump a été interrogé au sujet de l'opposition de son administration à l'aide financière pour le service postal en vertu de la Loi CARES adoptée depuis peu, tel que rapporté par le représentant Gerry Connolly (démocrate-Virginie) à un réseau de télévision de Washington. Le membre du Congrès, Connolly, a sonné l'alarme. Le service postal pourrait manquer d'argent si nous n'agissons pas. La réponse du président mérite qu'on apporte certaines mises au point concernant l'état du service postal :



1) Personne ne blâme le président pour la crise actuelle qui menace le service postal. Cependant, la pandémie de la COVID-19 menace sa survie.

La fermeture de l'économie américaine pour combattre le virus de la COVID-19 a engendré une chute colossale des revenus postaux – tout comme nous l'avons vu dans les industries aériennes et de l'hôtellerie, lesquelles ont bénéficié d'une aide massive. L'USPS a besoin de cette même aide parce qu'il doit continuer de faire ses livraisons. Quotidiennement, il livre des dizaines de millions de médicaments sur ordonnance, de factures, de paiements, de journaux, de livraisons de cybercommerce, et bientôt, il sera appelé à livrer les chèques du programme de stimulation de l'économie, les tests à domicile pour dépister le virus et d'autres produits et informations liés à la pandémie.

2) Le président a souligné que le service postal perd de l'argent depuis de nombreuses années. C'est vrai, mais non pas en raison de la tarification des services de livraison de colis. La vraie

raison est que le Congrès a imposé un mandat intenable au service postal en 2006, lui imposant un prépaiement pour plusieurs décennies à venir de primes d'assurance-maladie pour les employés des postes à la retraite. Ce mandat de constituer un fonds de prévoyance, qu'aucune autre entreprise au pays n'est obligée de respecter, coûte en moyenne 5,4 milliards de dollars annuellement depuis 2007, et représente près de 90 % des pertes de l'agence. Entre 2013 et 2018, cela a représenté 100 % des pertes. Sur une base opérationnelle, le service postal a été profitable pour une grande partie de la dernière décennie.

Le sénateur Ron Johnson, qui préside le comité sénatorial de la Sécurité intérieure et des Affaires gouvernementales, a dit de ce mandat de prépaiement qu'il est une erreur. En février, le Congrès a adopté le *USPS Fairness Act* (H.R. 2382) [*Loi sur l'équité de l'USPS*] par un vote majoritaire de 309-106, y compris 87 républicains qui ont voté en faveur de la Loi. Le président Trump devrait exhorter le Sénat à adopter le pendant du *Fairness Act* (S. 2965), un projet de loi bipartisan, déposé par le sénateur Steve Daines [ce qui n'a pas encore été fait] et le promulguer.

3) Le président s'est fait dire par des expéditeurs privés et d'autres que le service postal a sous-évalué le tarif de ses services de livraison de colis obtenus par cybercommerce d'Amazon et d'autres compagnies de l'Internet. C'est faux. En vertu de la loi, chacun des produits compétitifs du service postal doit rapporter des « profits » pour couvrir le coût du service universel. En 2019, le surplus de l'USPS provenant des services de livraison de colis était de 8,3 milliards de dollars, montant qui a été approuvé par sa vérificatrice, la Commission régulatrice des services postaux.



Le président reçoit des informations qui sont fausses, souvent de la part de compagnies d'expédition privées qui veulent en découdre sur le plan commercial avec le service postal, qui, lui, est tourné vers le service public et non vers les profits commerciaux.

Les services d'expédition du service postal sont abordables parce que celui-ci possède le meilleur et le plus efficace réseau de livraison rapide au pays, reliant 160 millions de ménages et d'entreprises chaque jour de la semaine. Le président a raison de dire que le service postal a établi des routes dans chaque racoin de l'Amérique, et parce qu'il livre du courrier, des circulaires, des journaux et des

ordonnances à chaque porte à chaque jour, il peut livrer des colis à des coûts bien moindres. Ainsi, chaque Américain en bénéficie, mais aussi les compagnies privées (UPS, FedEx et Amazon), qui comptent sur le pour que les colis se rendent à destination.

4) Le président a dit que le service postal devrait augmenter sa tarification de livraison de colis, suggérant même de quadrupler les taux. Bien que revoir les revenus à la hausse pourrait être bien intentionné, une telle politique engendrerait vraisemblablement une perte de volume concurrentiel et une hausse des prix pour l'Américain moyen. Un tel scénario serait néfaste pour tous les consommateurs américains et les millions de petites entreprises qui comptent sur le bureau de poste, en particulier ceux et celles qui vivent et font affaire dans les États ruraux et les quartiers urbains plus défavorisés qui ne sont pas bien servis par les compagnies privées d'expédition comme Amazon.

Non sans ironie, le fait de provoquer l'échec du service postal détournerait les affaires vers Amazon et d'autres compagnies privées à des prix plus élevés, alors qu'aucune d'entre elles ne peut rivaliser avec le réseau universel de livraison du service postal, du point de départ au point d'arrivée. Contrairement aux compagnies privées, le service postal livre à chaque maison et à chaque entreprise à des prix abordables.

Il est important de noter que la projection des pertes actuelle en termes de volume et de revenu du service postal n'a rien à voir avec les colis, mais plutôt avec le ralentissement des livraisons de lettres en raison du ralentissement marqué de l'économie. Aussi, le peuple américain, qui lui-même fait face à l'insécurité financière, a besoin d'une livraison de colis abordable, surtout en ce moment. Dans un contexte de pandémie, ce n'est vraiment pas le temps d'augmenter de façon importante le tarif des envois de colis.

La pandémie menace le service postal alors que son rayonnement abordable et universel est plus nécessaire que jamais. La semaine dernière, l'USPS a livré les directives du président Trump pour la distanciation sociale à tous les ménages américains. Tandis que le volume du courrier a chuté ces dernières semaines, la livraison de colis a augmenté en flèche alors que des millions d'Américains, restant bien à l'abri pour arrêter la propagation du virus mortel de la COVID-19, commandent en ligne. Le service postal doit aussi être là pour nous lorsque des tests de dépistage autoadministrés et des médicaments thérapeutiques seront développés pour combattre le virus.



Le service postal, qui au coeur de l'industrie du traitement de courrier de 1,6 billion de dollars et fait travailler 7 millions d'Américains, sera aussi indispensable pour la reprise économique. Il livrera des chèques visant à stimuler l'économie aux dizaines de millions de personnes qui n'ont pas de compte bancaire ou qui n'ont pas divulgué leur information bancaire au Service de revenu interne (IRS). Dès que la crise aura pris fin, le pays et les entreprises auront besoin du service postal pour rétablir l'économie. En effet, en temps normal, l'USPS livre 4 millions d'ordonnances aux ménages américains. Le tiers des factures des ménages sont encore payées par courrier, et des millions de petites entreprises et de marchands à domicile comptent sur le service postal pour la livraison de colis, de factures et de paiements.

Le service postal n'est pas une institution partisane. Il est actif aux quatre coins de ce pays et il engage des centaines de milliers de travailleurs – des démocrates, des républicains et des indépendants – qui se mettent au service du peuple américain dans son ensemble et de ses entreprises. Il est le plus grand employeur dans plusieurs États et profondément enraciné dans virtuellement chaque communauté américaine.

Le service postal est de loin l'agence fédérale la plus fiable et la plus aimée. Il a un taux d'approbation de 90 %, selon un récent sondage Pew Trust. Le Congrès et le président doivent agir pour préserver ce trésor national.

Bien que le service postal n'ait jamais eu besoin de subventions des contribuables depuis le début des années 1980, il en a besoin aujourd'hui. Le Congrès doit injecter immédiatement de l'argent et s'engager à couvrir les pertes du service postal au cours des prochaines années fiscales, s'appropriant le manque à gagner entre les revenus et les coûts jusqu'à ce que la crise s'essouffle. Pour la plus grande partie de son histoire (à partir de 1775, lorsque Benjamin Franklin a été le directeur général des Postes, jusque dans les années 1970), le service postal était financé par les contribuables et la tarification du courrier. Un retour provisoire à cette structure de double

financement est crucial en ce moment. Ce serait tragique que cette pandémie réussisse à tuer une institution américaine si essentielle et d'une telle importance.

Ce serait une insulte pour les 600 employés des postes qui ont déjà contracté le virus en accomplissant leur devoir essentiel – et pour les 6 000 qui sont présentement en quarantaine ainsi que pour ceux qui ont perdu la vie au virus de la COVID-19. Nous exhortons le président Trump et le Congrès à travailler ensemble à des politiques du gros bon sens afin de veiller à ce que les activités du Service postal des États-Unis se poursuivent au cours de cette crise.

(25 avril 2020)

Journées d'action en appui au service postal

Du 21 au 25 août



Austin, Texas, 25 août 2020

Les 21 et 22 août, plus de 800 manifestations dénombrant des dizaines de milliers de personnes ont eu lieu. Les travailleurs de tous les États y ont participé. D'Hawaï à l'Oregon, du Montana, du Michigan et du Maine, de la Californie au New Hampshire, du Kansas, en passant par la Pennsylvanie, la Virginie de l'Ouest et la Floride, la revendication que le service postal ne soit pas vendu, qu'il reste un service public et que les droits des travailleurs et du public soient respectés était évidente.



Plus de 100 organisations se sont jointes aux travailleurs des postes pour organiser les manifestations, dont celles des enseignants, des anciens combattants, des travailleurs de la santé, des organisateurs ruraux et plus encore. Les travailleurs ont continué d'informer et de mobiliser divers syndicats et le public en général pour qu'ils se rallient à eux, ce qui leur a valu un large appui. Le 25 août, 300 autres actions ont eu lieu, organisées par des syndicats avec des activistes des droits civils et humains. Tous ont clairement indiqué que le United States Postal Service (USPS) est un service public qui devrait être entièrement financé et ses travailleurs pleinement protégés.

Exprimant le soutien de nombreux syndicats, le syndicat des agents de bord a déclaré que le service postal est « un élément vital de la réponse à la situation en santé publique », ajoutant que des millions de personnes reçoivent leurs « médicaments, des

fournitures, de la nourriture et d'autres biens essentiels » par la poste.

Les actions d'août ont eu lieu après que le nouveau directeur général des Postes, Louis DeJoy, un collecteur de fonds républicain connu pour ses positions antiouvrières et antisyndicales, ait imposé des changements destinés à saboter la livraison postale et à brosser un portrait l'USPS comme peu fiable et ayant donc besoin d'être privatisé. Cela comprend le retrait d'environ 600 machines de traitement du courrier, en particulier dans les installations proches des aéroports, et de centaines de boîtes aux lettres bleues aux coins des rues partout au pays. DeJoy a annoncé le 10 juillet que l'USPS ne s'engagerait plus à livrer le courrier si des heures supplémentaires sont requises pour le faire. Cela signifie laisser le courrier non trié et non livré pendant des jours – ce à quoi les travailleurs ont répondu que ce « n'est tout simplement pas dans leur ADN » d'agir ainsi.

Lorsque ces attaques ont eu lieu, les travailleurs ont déclaré avoir reçu des centaines d'appels, en particulier de la part de personnes âgées ayant besoin de leurs médicaments. Dans de nombreux endroits, les travailleurs se sont organisés pour refuser de laisser le courrier non trié. Les heures supplémentaires ont été principalement éliminées pour le travail initial effectué par les facteurs, appelé tri au casier, où le courrier et les colis non triés par des machines doivent être triés par les travailleurs avant leur départ pour leurs itinéraires de livraison. De nombreux travailleurs ont simplement refusé d'accepter le délai de 30 minutes imposé et n'ont pas commencé leur itinéraire avant que le courrier ne soit trié. À Milwaukee, par exemple, des « vendredis de riposte » ont été institués, où les travailleurs se rassemblent avant de commencer le travail pour discuter de leurs préoccupations et de la meilleure façon de s'opposer aux attaques.

La force de la résistance des travailleurs ainsi que le tollé public à propos des retards ont forcé DeJoy à reculer temporairement. Il a déclaré que les heures de vente au détail ne changeront pas, que l'équipement de tri du courrier et les boîtes de collecte bleues resteront là où ils sont, qu'aucune installation de traitement du courrier ne sera fermée et que les heures supplémentaires continueront d'être approuvées au besoin. Cependant, aucune des boîtes aux lettres et machines de tri déjà retirées ne sera remise en place. De plus, dans de nombreuses villes, les gens signalent que même si les boîtes aux lettres ne sont pas retirées, elles sont verrouillées et ne peuvent donc pas être utilisées.

Honolulu, Hawaï



Seattle, Washington



Phoenix, Arizona



Flagstaff, Arizona



Lincoln, Nebraska



Oklahoma City, Oklahoma



Dallas, Texas



Chicago; Bolingbrook, Illinois



Orlando; Jacksonville, Florida



Greensboro, Caroline du Nord



Cary, Caroline du Nord



Manchester, New Hampshire



New York, New York



Boston, Massachusetts



Hartford, Connecticut



Actions du 23 juin

Le 23 juin, dans deux douzaines de villes, des travailleurs des postes, appuyés par le public, ont uni leurs efforts pour défendre l'USPS en tant que service public. Cela comprenait la demande de financement du Congrès et aucune nouvelle attaque contre les travailleurs. À Washington, les participants à une caravane de 75 voitures ont remis une pétition au Sénat avec 2 millions de signatures, exigeant qu'ils votent un financement d'urgence pour le service postal dans l'imminent *HEROES Act* [toujours pas adopté]. Environ 200 000 personnes ont également regardé une vidéo diffusée en direct avec les représentants syndicaux.

À New York, des manifestations ont eu lieu devant 16 bureaux de poste de Manhattan et du Bronx. Les participants ont distribué des tracts pour alerter les passants au fait que le service postal risque d'être fermé, leur demandant de se joindre à eux et d'appeler ou d'écrire à leurs sénateurs.

À Philadelphie, les gens se sont rassemblés devant différents bureaux de poste ou ont circulé autour en voitures en klaxonnant. Des travailleurs d'autres syndicats et groupes communautaires y ont participé, ainsi qu'un ancien détenu qui a souligné l'importance du courrier pour les détenus – décrivant « les larmes qui tombent sur les lettres ».

La caravane de voitures à Raleigh, en Caroline du Nord, s'est arrêtée devant plusieurs bureaux de poste locaux en route vers le bureau de poste du Capitole. La section locale des Raging Grannies a chanté un hommage aux travailleurs des postes, sur l'air de *Solidarity Forever*.

À Detroit, un représentant syndical a parlé de l'importance du service postal pour le vote par correspondance en novembre. À Kalamazoo, les gens ont agité des pancartes et invité les passants à écrire et envoyer des cartes postales aux sénateurs du Michigan. Des dizaines l'ont fait. Ann Arbor et Ypsilanti ont également été témoins d'actions.

Une caravane de 40 voitures a traversé le cœur du centre-ville de Des Moines, en Iowa. À Portland, en Oregon, des manifestants revêtus de masques « Sauvons notre service postal » ont dansé sur l'air de *Please Mr. Postman*. Parmi les orateurs figuraient des travailleurs de longue date et des retraités. À Seattle s'est tenue une caravane de voitures et de vélos partant d'un bureau de poste jusqu'au bâtiment fédéral. Une pancarte fait maison disait : « SAUVONS la seule façon de rejoindre tout le monde ! »

Des actions ont également eu lieu à San Francisco, Sacramento et Roseville, en Californie ; Denver, au Colorado ; Oklahoma City, en Oklahoma ; Houston et San Antonio, au Texas ; Mankato et Saint-Paul, au Minnesota ; Merrillville, en Indiana ; Saint-Charles, au Missouri ; Cleveland et Toledo, en Ohio ; Portland, au Maine ; Cornwall, au Connecticut ; Clarksburg, en Virginie de l'Ouest, et Miami, en Floride.

San Francisco, Californie



Saint-Paul, Minnesota



Des Moines, Iowa



Joplin, Missouri



Philadelphia, Pennsylvania



New York, New York



Washington, DC



Fabriqué à Cuba

Soberana – le vaccin cubain contre la COVID-19

- Gerardo Szalkowicz -



Qu'une telle nouvelle passe pratiquement inaperçue est inimaginable, hormis le fait que les médias impérialistes refusent de publier quelque nouvelle que ce soit au sujet de Cuba, surtout si c'est une bonne nouvelle. Tout récemment, le vaccin « Soberana 01 » [*« Souverain » en français – note de la rédaction du LML*] a atteint l'étape des essais cliniques et est devenu le premier vaccin en Amérique latine – et dans tout le monde soi-disant sous-développé – à avancer aux essais de phase 2.

À ce jour, 167 vaccins potentiels contre la COVID-19 sont en voie d'autorisation. Le vaccin cubain fait partie des 29 autres approuvés par l'Organisation mondiale de la santé pour les études cliniques, dont six sont à la phase 3, qui est celle des essais humains à grande échelle. En Amérique latine, il y a une autre douzaine de vaccins nationaux en développement, mais, à l'exception du vaccin cubain, tous sont à la phase préclinique.

Le vaccin expérimental que l'île produit est en constante progression. Depuis le début des essais cliniques le 24 août, « il a provoqué zéro effet indésirable à la suite de l'injection de 20

volontaires », a gazouillé Dagmar Garcia Rivera, la directrice de la Recherche de l'Institut Finlay, le centre scientifique étatique cubain qui dirige le projet. L'échantillonnage sera fait sur 676 personnes âgées de 19 à 80 ans et les résultats sont attendus pour le 1er février. Dans l'éventualité d'un dénouement heureux, Cuba aura son propre vaccin et il sera disponible à la population dans le premier trimestre de 2021.

La progression est constante et rapide. « Ce qui a lieu normalement après plusieurs années a été réalisé en moins de trois mois, dit le directeur de Finlay, Vicente Verez Bencomo. Durant la phase du développement pharmaceutique et des études précliniques sur les animaux, il a présenté un faible taux de risques, peu d'incertitudes et des résultats encourageants ». Sur la base de ces premiers résultats, le 28 juillet le vaccin a été testé sur trois des chercheurs qui ont également présenté une réponse immunitaire élevée.

Le fait que Cuba se retrouve encore une fois au premier plan dans le domaine de la science et de la santé est le produit d'une longue expérience accumulée en médecine préventive, en immunisation de masse et dans le développement d'une industrie biotechnologique de prestige international que nul ne peut contester. Depuis le triomphe de la révolution en 1959, la formation professionnelle a été encouragée par les universités et un axe scientifique a été créé dont l'objectif est d'unir la recherche et la production.

Le développement de vaccins est l'une des plus importantes réalisations : Cuba produit huit des onze vaccins qui servent à son programme d'immunisation national, qui couvre 98 % de la population et, bien sûr, est gratuit et universel. La première campagne de vaccination a été menée en 1962, faisant de Cuba le premier pays à éradiquer la polio. Un autre événement marquant est la production, en 1990, de son propre vaccin contre l'hépatite B qui a mené pratiquement à la disparition de cette maladie. Un fait remarquable est que la plateforme de recherche médicale cubaine, composée de 32 compagnies étatiques ayant plus de 10 000 travailleurs qui se consacrent à la production de médicaments et de vaccins, est presque entièrement composée de femmes.

Souveraineté – le mot clé

Produire un vaccin à 100 % national dans un pays ayant de grandes contraintes économiques – dues en grande partie au blocus des États-Unis – est d'une importance vitale. Le président Miguel Diaz-Canel a souligné le concept qui distingue « Soberana 01 » et le pourquoi de son nom :

« Le nom du vaccin reflète le sentiment de patriotisme et l'engagement révolutionnaire et humaniste qui ont imprégné le travail accompli. De tels exploits sont une réaffirmation de notre fierté d'être Cubains. »

La politique de produire et d'utiliser des vaccins n'est qu'une facette d'un système de santé global qui sert d'exemple au monde entier. En 1959, Cuba avait seulement 6 000 médecins et aujourd'hui elle en a plus de 100 000, le nombre le plus élevé par habitant en Amérique latine et un des plus élevés à l'échelle mondiale. Elle est aussi le seul pays dans la région qui a éradiqué la malnutrition infantile grave : aucun des 146 millions d'enfants souffrant de malnutrition dans le monde aujourd'hui n'est cubain.

L'accent sur la médecine préventive a aussi été un facteur clé pour contrôler le virus. Après près de six mois de la pandémie, Cuba a enregistré un peu plus de 4 000 infections et 100 décès – un des taux de mortalité le plus bas au monde, avec 8 décès par million d'habitants (le taux le plus élevé étant au Pérou, avec 871 décès par million d'habitants).

L'éducation à la santé de l'île a comme bastion universel l'École latino-américaine de médecine (ELAM), qui a formé 7 248 médecins diplômés provenant de 45 pays en 20 ans, dont près de 200 des États-Unis.

Cette solidarité internationaliste est sans doute la principale caractéristique du modèle cubain. Les brigades médicales, qui ont été déployées partout dans le monde pendant six décennies, se sont vouées corps et âme à combattre les désastres et les épidémies (du séisme au Chili en 1960 à l'Ébola en Afrique). Avant la pandémie, il y avait près de 30 000 travailleurs de la santé prodiguant des soins dans 61 pays. Quarante-six brigades se sont jointes à eux cette année pour collaborer à la lutte contre la COVID-19. Ce qui fait que la proposition – qui gagne du terrain – de décerner le prix Nobel de la paix à « l'armée des sarraus blancs » – comme les appelait Fidel Castro – ne semble pas du tout farfelue.

(Cubadebate, 3 septembre 2020. Traduit de l'espagnol par LML)



Venezuela

L'élection d'une nouvelle Assemblée nationale est en marche



Le président Nicolas Maruro en conférence de presse le 8 septembre 2020 annonce la participation du Grand pôle patriotique à l'élection générale de décembre.

Les élections parlementaires au Venezuela pour une nouvelle Assemblée nationale auront lieu le 6 décembre. Les électeurs éliront 277 députés pour la période de 2021 à 2026 – 110 membres de plus qu'à l'Assemblée nationale actuelle. L'enregistrement des partis et candidats qui participeront à l'élection s'est terminé le 4 septembre, avec la participation de 107 organisations politiques, dont certaines sous forme d'alliances. Un peu plus de la moitié des sièges seront réservés à la représentation proportionnelle et le reste au scrutin majoritaire à un tour. Au total, 14 400 candidatures ont été inscrites.

Au Parti socialiste uni du Venezuela qui gouverne actuellement se joindront un certain nombre de petits partis pour former le Grand pôle patriotique. Cinq partis d'opposition présenteront des candidats pour l'Alliance démocratique, ayant rejeté l'appel du faux « président » Juan Guaido, financé par les États-Unis, et d'autres factions de l'opposition à boycotter encore une autre élection et de continuer de préconiser un « raccourci violent » pour accéder au pouvoir, comme l'a exprimé un dirigeant de l'opposition rivale. Cela révèle la déroute de l'opposition.

Une autre source de division au sein de l'opposition financée par les États-Unis est reflétée dans les réactions des plus variées et les accusations mutuelles à la suite de la décision du président Nicolas Maduro d'accorder un pardon aux 110 politiciens de l'opposition et à d'autres individus

devant répondre à des accusations criminelles, afin de favoriser le dialogue et la réconciliation au pays. Vingt personnes pardonnées étaient membres de l'Assemblée nationale qui, depuis 2016, a violé les lois qu'elle a la responsabilité de défendre. Ces individus peuvent maintenant se présenter à nouveau.

Parallèlement à la publication des résultats du processus d'enregistrement automatisé des candidats, le Conseil électoral national a publié une déclaration rejetant l'ingérence du gouvernement des États-Unis qui a imposé des sanctions illégales contre sa présidente, Indira Maira Alfonzo, et l'un de ses directeurs. La déclaration indiquait clairement que l'organe électoral rejetait toute tentative de tout gouvernement étranger d'imposer, de conditionner ou de contraindre ses hauts fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.



Les démarches pour la tenue d'élections parlementaires réussies ont lieu alors que règne une vive inquiétude face à la possibilité d'une intervention militaire américaine directe ou une intervention menée par des forces intermédiaires, celles de la Colombie et du Brésil étant les plus souvent mentionnées. Tout est en place pour une telle intervention. En plus des menaces militaires constantes contre le Venezuela par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo et les divers généraux de US Southcom, il y a le blocus qui devient de plus en plus brutal et qui vise à totalement étrangler économiquement le Venezuela. Le désarroi de l'opposition est également source d'inquiétude, comme le sont la présence continue de la Marine américaine sur les côtes vénézuéliennes, sous prétexte d'effectuer des patrouilles et mener des exercices « antidrogues », et la présence illégale de troupes américaines en Colombie, une violation de la constitution de ce pays, supposément pour conseiller et former les forces armées colombiennes pour des opérations de lutte antidrogue.

Colombie

Les Colombiens en action à la défense de leurs droits et contre la terreur d'État



Les jeunes dans les rues de Bogota pour manifester contre la terreur et l'impunité, le 11 septembre 2020

Le 7 septembre, après une pause de plusieurs mois et sous la menace encore très réelle de la pandémie – la Colombie étant le pays avec le sixième plus haut nombre de cas de COVID-19 dans le monde –, les membres de syndicats et d'autres mouvements sociaux ont circulé dans les rues de Bogota dans une caravane pour la vie. La caravane a été organisée pour s'opposer aux réformes antiouvrières des régimes de retraite et aux mesures brutales d'austérité du gouvernement Duque qui laissent à eux-mêmes des millions de personnes vulnérables sans ressources face aux conséquences de la pandémie et à la crise économique qui l'accompagne.

Les participants à la caravane ont aussi revendiqué que l'État agisse pour mettre fin aux massacres qui se produisent maintenant sur une base presque quotidienne de dirigeants sociaux et d'anciens membres de la guérilla qui sont impitoyablement abattus par des paramilitaires et parfois par des membres ou présumés membres connus des forces de sécurité du gouvernement, et que celui-ci commence à mettre en oeuvre les Accords de Paix plutôt que de les saboter. En date du 9 septembre, 218 personnes ont été tuées dans 55 massacres depuis le début de l'année. Le macabre bilan depuis la ratification de l'Accord de Paix entre les Forces armées révolutionnaires de la Colombie et l'État colombien en 2016 est que 240 anciens combattants non armés de la guérilla et 1 000 dirigeants sociaux ont été tués dans des assassinats ciblés.

La revendication que le gouvernement cesse les massacres a pris une tout autre allure deux jours après la caravane. Le matin du 9 septembre, Javier Ordonez, un ingénieur de 46 ans qui obtenait son diplôme en droit et chauffait un taxi pour subvenir aux besoins de sa famille, pour des raisons inconnues, a été attaqué au Taser à maintes reprises et retenu au sol par des policiers alors qu'il les suppléait « De grâce, arrêtez ! ». Tout a été pris en vidéo. M. Ordonez a ensuite été amené à un poste de police où il a été torturé à nouveau et battu à mort. Beaucoup ont comparé ce meurtre brutal à celui de George Floyd aux États-Unis. La réaction à cette mort a été semblable aussi. De nombreux jeunes en colère sont descendus dans la rue, exigeant que cesse la brutalité policière et que les assassins de Javier Ordonez soient traduits en justice. Des manifestations ont eu lieu à Bogota ainsi qu'à Medellin, Cali, Manizales, Armenia, Pereira et dans d'autres villes. Plusieurs autobus et postes de police connus comme étant des centres d'attention immédiate ont été incendiés à Bogota.

En moins de deux jours de manifestations, 13 personnes ont été tuées, la vaste majorité des adolescents ou des jeunes dans la vingtaine, abattus par balle par la police à Bogota et dans la municipalité voisine de Soacha. Plus de 200 personnes auraient été blessées, bien que certains disent que le nombre serait plutôt 400, plusieurs personnes ayant subi des blessures par balle. Plus de 100 personnes ont été détenues. Sur les plateformes des médias sociaux, les gens ont vite partagé des images de policiers tirant sur les manifestants, ainsi que de personnes non identifiées tirant aveuglément sur la foule. Par moments, on peut voir des hommes, certains portant un capuchon, tirant aux côtés des policiers et terrorisant le voisinage. Tandis que certains manifestants ont lancé des pierres aux policiers, ceux-ci en ont lancé pour briser les fenêtres des appartements des gens dans des quartiers ciblés.

À la lumière de ces récents événements, et en raison de la grave crise continue qui sévit au pays, il y a des appels à des mobilisations de masse. Tout indique qu'en dépit des conditions difficiles – la COVID-19 est loin d'être contrôlée, il y a une grave crise économique et une longue histoire de recours à la terreur de l'État pour noyer dans le sang les aspirations du peuple à la liberté, à la démocratie et à la paix – le peuple colombien répondra à l'appel. Les parents et les autres membres de la famille des personnes tuées et blessées, des personnalités et organisations politiques ont fait entendre leur voix pour dénoncer la police et exiger que les responsables dans les plus hautes instances soient tenus responsables. Les jeunes en particulier ont montré qu'ils ne sont pas d'humeur à se soumettre et continuent avec courage de manifester, sachant qu'ils le font au risque de leur vie.

Le 11 septembre, un grand groupe de jeunes a pris en charge et transformé l'espace autour d'un

poste de police incendié dans un des quartiers en un espace d'art et de culture. Parmi les décombres du poste de police qui a été pour certains un centre de torture, les jeunes ont monté des spectacles et installé une « bibliothèque publique » remplie de livres. Ils disent l'avoir fait pour rendre hommage aux personnes qui ont perdu la vie au cours des deux jours précédents de terreur policière et pour montrer ce pour quoi se battent les jeunes, ceux que le président de la Colombie, son ministre de la Défense et d'autres qualifient de « vandales ».



Les jeunes transforment un poste de police incendié en lieu d'art et de culture.

(El Tiempo, teleSUR)

Chili

Plébiscite national sur la nouvelle constitution

Au Chili, les jeunes et les travailleurs ont affronté courageusement les forces de police militarisées *carabinero* jour après jour dans des actions de masse depuis octobre l'an dernier jusqu'à janvier 2020. Bien que plusieurs ont été tués et que des centaines de personnes ont été blessées, ces mobilisations massives et continues ont produit une victoire partielle importante. Face à la possibilité très réelle que son gouvernement impopulaire soit renversé, le président Sebastián Piñera a accepté de tenir un référendum national sur la demande d'une nouvelle constitution que le peuple met de l'avant depuis longtemps. La constitution actuelle a été écrite pendant la dictature de Pinochet et comprend toute une série de réformes néolibérales qui ont été imposées au peuple sans son consentement.

Un plébiscite national demandant au peuple s'il veut une nouvelle constitution, oui ou non, aura lieu le 25 novembre. La plupart de ceux qui se sont battus pour la création d'une assemblée constituante composée de citoyens habilités à rédiger leur propre nouvelle constitution se sont lancés dans la campagne pour une victoire du Oui. Ils exhortent aussi les électeurs à répondre à la deuxième question en optant pour le premier choix qui est la création d'une « convention constitutionnelle » composée entièrement de citoyens élus directement pour participer à la rédaction d'une nouvelle constitution, au lieu de la deuxième option du gouvernement d'une « convention constitutionnelle mixte » dont seulement la moitié des membres seraient des citoyens élus au suffrage direct, l'autre moitié étant des membres du Parlement présentement en exercice.

Cependant, ce que plusieurs appellent un « piège » dans le processus, le gouvernement a stipulé que, pour qu'un nouveau projet de constitution soit adopté, il doit être approuvé par une majorité des deux tiers de la législature nationale. C'est un obstacle que les gens s'efforcent de surmonter

même si la pandémie, qui a durement frappé le Chili, fait en sorte que faire campagne est plus difficile que d'habitude. Le Chili a le 11e plus grand nombre de cas au monde et un nombre plus élevé de décès pour 100 000 habitants que les États-Unis.

Un rappel poignant du besoin d'en finir avec les vestiges de l'ère cruelle de Pinochet qui demeurent dans la constitution du pays a été exprimé par une procession, tenue le 11 septembre, pour marquer le 47e anniversaire du coup d'État de 1973 appuyé par les États-Unis. Les parents et les amis des disparus ont été rejoints par de nombreuses personnes pour une marche dans les rues de Santiago pour rendre hommage au président défunt Salvador Allende et à tous ceux et celles qui ont été tués pendant et après le coup d'État et réclamer justice pour de nombreuses victimes dont on ignore toujours ce qui leur est advenu.

Bolivie

Élection générale le 18 octobre



Manifestation de masse à La Paz, le 14 juillet 2020, contre le gouvernement Anez

La campagne est enfin lancée pour les élections générales boliviennes attendues depuis longtemps, d'abord prévues le 3 mai, puis reportées à trois reprises par le gouvernement putschiste de la « présidente par intérim » Jeanine Anez sous prétexte que les conditions sanitaires ne lui ont pas permis d'aller de l'avant pendant la pandémie. Finalement, face aux manifestations de rue massives du peuple organisé, furieux que son droit d'élire un président et un gouvernement de son choix continue d'être bloqué, Anez a accepté la demande de l'Assemblée législative plurinationale que le 18 octobre soit garanti comme date des élections sans autre remise. Les deux chambres de l'Assemblée sont contrôlées par le Mouvement pour le socialisme (MAS) dont le chef, Evo Morales, a été empêché d'assumer la présidence, après avoir été réélu démocratiquement en octobre dernier, par le coup d'État militaire orchestré par les États-Unis qui a installé Anez à sa place.

Le 6 septembre, sous la bannière « Vamos a salir adelante » (Nous surmonterons), le MAS a lancé sa campagne avec une grande caravane de véhicules dans la ville de Santa Cruz dirigée par son candidat à la présidence Luis Arce, ancien ministre de l'Économie sous Evo Morales. « Nous commençons la campagne pour restaurer la démocratie et donner au peuple bolivien une stabilité économique, politique et sociale », a déclaré Arce. « Cette caravane est sans fin. Le peuple bolivien en a assez des partis de droite et veut à nouveau avoir un pays pacifique pour tous les Boliviens, inclusif, avec une stabilité économique, que nous seuls garantissons. » Le candidat à la vice-présidence et ancien ministre des Affaires étrangères, David Choquehuanca, a lancé la campagne dans la ville ouvrière combative d'El Alto par une cérémonie ancestrale Aymara. Il a

déclaré que la réélection du MAS permettrait une nouvelle étape dans la transformation de la Bolivie, dans laquelle les erreurs commises lors de la première étape seront corrigées et de nouveaux dirigeants promus.

Les forces du coup d'État liées aux États-Unis, elles-mêmes loin d'être unies, ont plusieurs candidats en lice pour la présidence et se démènent pour trouver le moyen de prolonger leur régime dictatorial illégitime. Elles ont persécuté, emprisonné et porté de fausses accusations contre autant de dirigeants et d'activistes du MAS que possible qui restent dans le pays, et ont ouvert des procédures judiciaires pour des crimes inventés contre d'autres, dont Luis Arce. Elles n'ont pas perdu de temps après avoir usurpé le pouvoir en accusant faussement Evo Morales de « terrorisme » pour l'empêcher de revenir en Bolivie depuis l'Argentine où il a vécu depuis en tant que réfugié. Le 7 septembre, un jour après l'ouverture de la campagne électorale en Bolivie, il a été exclu de la candidature au Sénat pour le département de Cochabamba par une cour constitutionnelle de La Paz. Evo a répondu par un tweet qui disait : « L'histoire montre qu'ils seront capables de disqualifier Evo, mais ils ne pourront pas déclarer le peuple hors-la-loi. »

Équateur

L'ancien président Correa empêché injustement d'être candidat à la vice-présidence

Le 6 septembre, une Cour de cassation de la Cour nationale de justice (CNJ) de l'Équateur a rendu un arrêt empêchant l'ancien président Rafael Correa d'être le candidat du mouvement Révolution citoyenne à la vice-présidence. Il avait d'abord été condamné *in absentia* et sans preuve d'avoir accepté des pots-de-vin lorsqu'il était en fonction, et condamné à huit ans d'emprisonnement, ce qui empêchait effectivement son retour en Équateur de Belgique où il réside présentement. D'autres anciens membres de son gouvernement, dont le vice-président Jorge Glas qui a été réélu aux côtés du président actuel, Lenin Moreno, en 2017, ont été mis en prison et condamnés principalement sous des accusations douteuses de « corruption », peu après que Lenin Moreno a abandonné le programme pour lequel ils ont tous deux été élus en faveur de la soumission de l'Équateur au diktat des États-Unis et du FMI. Un jour après que le jugement a été rendu contre Rafael Correa, Paola Pabón, la préfète de la province de Pichincha et elle aussi membre de Révolution citoyenne, a dû se présenter en cour pour un examen des conditions de son assignation à résidence.

Cela montre que la guerre juridique est bien vivante et menée avec virulence en Amérique latine. Elle a été menée d'une manière particulièrement corrompue et spectaculaire contre l'ancien président Lula da Silva pour l'empêcher d'être candidat à la présidence du Brésil en 2018 qu'il allait certainement remporter. Cette guerre continue de cibler de nombreux autres contre lesquels les impérialistes américains se sont arrogé le droit de les renverser ou de les empêcher d'occuper une haute fonction publique dans des pays qu'ils considèrent comme leur « arrière-cour ».

Aujourd'hui, plusieurs des nombreux « cas » utilisés pour condamner Lula sans preuve sont en train de se défaire et les juges et procureurs qui ont conspiré ensemble contre lui tombent en disgrâce. La même chose se produira certainement pour d'autres qui sont ciblés par ce genre de guerre alors que les peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes intensifient la lutte pour leurs droits démocratiques contre les forces de l'ancien et pour les nouveaux arrangements dont ils ont besoin pour se bâtir un avenir sans pauvreté, racisme, colonialisme ou guerre.